

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
26 octobre 2022  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 25 octobre 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une copie de la prise de position du Bélarus au sujet du rapport d'enquête de l'Organisation de l'aviation civile internationale sur l'événement concernant un vol de la compagnie Ryanair survenu dans l'espace aérien du Bélarus le 23 mai 2021, qui a été distribué comme document de l'Assemblée générale au titre du point 88 de l'ordre du jour ([A/76/909](#)) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire également distribuer le texte de ce rapport comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Valentin **Rybakov**



**Annexe à la lettre datée du 25 octobre 2022 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Original : russe

**À propos du rapport de l'Équipe d'enquête d'établissement  
des faits de l'OACI au sujet de l'événement concernant le vol  
Ryanair survenu dans l'espace aérien biélorussien le 23 mai 2021**

La République du Bélarus désapprouve catégoriquement les conclusions du rapport final de l'Équipe d'enquête d'établissement des faits de l'OACI concernant l'avion de Ryanair qui avait effectué un atterrissage d'urgence à Minsk le 23 mai 2021 à la suite d'informations anonymes faisant état de la présence possible d'une bombe dans l'avion, rapport adopté le 18 juillet 2022 par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Comme sa version précédente du 31 janvier 2022, ce rapport **repose sur des informations incomplètes**, ainsi que les auteurs le reconnaissent eux-mêmes. En particulier, on n'y trouve aucun élément sur l'interrogatoire des pilotes de l'avion de ligne concernant les motifs pour lesquels ils ont décidé d'atterrir à Minsk, alors que d'autres aéroports appropriés étaient plus proches.

En outre, l'Équipe constate un **manque de coopération de la part de certains des États** auxquels des demandes ont été envoyées dans le cadre des enquêtes menées par différents pays. La partie biélorussienne rappelle qu'à ce jour, elle n'a reçu **aucune réponse aux demandes envoyées dans le cadre de la procédure d'enquête nationale**, que ce soit de la Suisse (lieu d'enregistrement de l'adresse électronique à partir de laquelle les courriels de menace ont été envoyés) ou des autres pays concernés.

Depuis la publication de la version du rapport du 31 janvier 2022, l'Équipe n'a pris aucune autre mesure en direction de la République du Bélarus et **n'a demandé aucune information supplémentaire aux autorités biélorussiennes**.

La **source anonyme** sur laquelle s'appuient les auteurs du rapport pour réfuter les informations fournies par les autorités officielles de la République du Bélarus, prétendument le contrôleur aérien en charge du vol Ryanair FR4978 le 23 mai 2021, n'a aucune crédibilité.

Selon les informations dont disposent les autorités biélorussiennes, le contrôleur aérien qui s'est occupé du vol a abandonné son poste au cours de l'été 2021. Ni son employeur ni les pouvoirs publics ne savent où il se trouve. Cependant, ses proches n'ont fait aucune demande de recherche auprès des forces de l'ordre biélorussiennes. Le témoignage écrit de ce contrôleur aérien a été dûment transmis à l'OACI par les autorités biélorussiennes, mais n'a finalement pas été pris en compte par l'Équipe d'enquête.

En appuyant ses conclusions sur les informations contenues dans un prétendu enregistrement réalisé par le soi-disant contrôleur aérien (en violation du règlement intérieur, puisque l'utilisation des téléphones portables est interdite sur le lieu de travail des contrôleurs aériens), **sans aucune vérification technique de l'authenticité de l'enregistrement et des empreintes vocales**, sans possibilité de réponse des autorités aéronautiques de la partie dont l'action est mise en cause par la source anonyme comme prévu par les instigateurs de cette imposture, **l'OACI se discrédite en tant qu'organisme technique faisant autorité au niveau international dans le domaine de l'aviation civile**.

Le contexte politique est marqué par les pressions brutales exercées sur les autorités légitimes de la République du Bélarus par les États-Unis, les États membres de l'Union européenne et certains autres pays les ayant rejoints pour imposer des interdictions et des restrictions politiques et économiques concernant les relations avec le Bélarus, y compris les vols de la compagnie aérienne nationale bélarussienne dans leur espace aérien. Dans ces conditions, **aucune information provenant desdits pays ne saurait être prise pour argent comptant, encore moins être jointe aux documents de l'OACI sans que l'authenticité en ait été dûment et unanimement confirmée.**

La partie bélarussienne affirme que le contenu du prétendu enregistrement audio prétendument réalisé par un contrôleur aérien et fourni par les autorités américaines à l'Équipe d'enquête est **une fraude et un faux**, comme le tube à essai rempli de poudre blanche qu'avait brandi le secrétaire d'État américain C. Powell lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies au moment des événements liés à l'invasion de l'Iraq par les États-Unis.

En l'absence d'autres preuves, le prétendu enregistrement audio des conversations du contrôleur aérien dans la salle de contrôle de l'aéroport de Minsk ne sert qu'un seul but : démontrer la responsabilité des autorités bélarussiennes dans l'affaire du vol Ryanair FR4978.

De toute évidence, le prétendu enregistrement audio du prétendu contrôleur aérien accusant les autorités bélarussiennes est apparu au moment le plus opportun pour garantir le résultat souhaité dans le rapport de l'Équipe d'enquête : **justifier les agissements illicites des États-Unis, des États membres de l'Union européenne** et de certains autres pays visant à restreindre les vols de la compagnie aérienne nationale bélarussienne Belavia, en violation de toute une série d'accords multilatéraux et bilatéraux dans le domaine de l'aviation civile.

L'approche partielle suivie par le Conseil de l'OACI dans le rapport de l'Équipe d'enquête, adoptée sous la pression évidente d'un groupe particulier de pays, jette le doute sur la capacité de l'organisation d'assurer par elle-même, sans interférence extérieure, la sûreté des transports aériens en général. L'OACI outrepassa ici manifestement son mandat.

En adoptant un tel « rapport » sous la pression de l'Occident, l'OACI **enfreint le droit à la liberté de circulation, non seulement des citoyens du Bélarus, mais aussi des citoyens de tous les autres États**, en violation des instruments internationaux fondamentaux relatifs aux droits humains.

Ce rapport est truffé d'erreurs, d'inexactitudes, de biais et d'assertions ne relevant pas du domaine aéronautique.

Le plus évident est que le Bélarus est accusé d'avoir prétendument forcé un avion à atterrir alors même que l'Équipe d'enquête a reconnu que **l'avion de Ryanair n'avait été ni escorté, ni intercepté, ni contraint à atterrir par un aéronef militaire dans l'espace aérien du Bélarus. Par conséquent, c'est bien le pilote commandant de bord de l'avion de Ryanair qui a pris personnellement la décision d'atterrir à l'aéroport national de Minsk**, alors même qu'à ce moment-là, l'appareil se trouvait selon les informations radar à environ 90 kilomètres de l'aéroport de Vilnius et à environ 180 kilomètres de l'aéroport national de Minsk. Cette décision va à l'encontre du manuel de sûreté de la compagnie aérienne, selon lequel à réception d'une menace classée « rouge », le pilote commandant de bord doit atterrir à l'aéroport approprié le plus proche (c'est-à-dire à Vilnius en l'occurrence).

La pratique du deux poids, deux mesures et le désir d'imposer une vision unilatérale sont également manifestes en ce qui concerne le refus d'examiner la

**question posée par la République du Bélarus au Conseil de l'OACI sur l'irrecevabilité des restrictions à l'utilisation de l'espace aérien et des sanctions à l'encontre de la compagnie aérienne nationale bélarussienne.** Ce rejet démontre que l'Occident cherche de façon évidente à discréditer le Bélarus et à mettre en cause sa fiabilité afin d'exclure, par une concurrence déloyale, le secteur aéronautique bélarussien du marché de l'aviation internationale.

---